



Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA MOSELLE

ARRETE n° 2005-AG/3- 212

en date du - 5 AOUT 2005

autorisant Charbonnages de France - CdF -
à procéder à l'arrêt définitif des travaux
et d'utilisation d'installations minières associées,
attachés aux concessions de mines de houille de
LA HOUVE, DALEM, BERVILLER, COUME 3, COUME 4, COUME 5,
NIEDERVISSE 1, BISTEN 1
et autorisant l'arrêt partiel des travaux miniers
du siège de LA HOUVE situés sur la concession SARRE ET MOSELLE
et
prescrivant des mesures complémentaires

LE PREFET DE LA REGION LORRAINE
PREFET DE LA ZONE DE DEFENSE EST
PREFET DE LA MOSELLE
OFFICIER DE LA LEGION D'HONNEUR

VU le Code Minier ;

VU le décret n° 95-696 du 9 mai 1995 modifié relatif à l'ouverture des travaux miniers et à la police des mines ;

VU le décret impérial du 28 avril 1858 instituant la concession de mines de houille de LA HOUVE au profit de la Société civile dite "Société de La Houve" ;

VU l'acte du 23 juin 1908 du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur du Ministère d'Alsace-Lorraine instituant la concession de mines de houille de COUME 4 au profit d'une société minière de droit local (Gewerkschaft) ;

VU l'acte du 25 novembre 1908 du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur du Ministère d'Alsace-Lorraine instituant la concession de mines de houille de BISTEN 1 au profit d'une société minière de droit local (Gewerkschaft) ;

VU l'acte du 25 novembre 1908 du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur du Ministère d'Alsace-Lorraine instituant la concession de mines de houille de COUME 5 au profit d'une société minière de droit local (Gewerkschaft) ;

VU l'acte du 25 novembre 1908 du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur du Ministère d'Alsace-Lorraine instituant la concession de mines de houille de NIEDERVISSE 1 au profit d'une société minière de droit local (Gewerkschaft) ;

VU l'acte du 24 mai 1909 du Sous-Secrétaire d'Etat à l'Intérieur du Ministère d'Alsace-Lorraine instituant la concession de mines de houille de COUME 3 au profit d'une société minière de droit local (Gewerkschaft) ;

VU l'arrêté du 31 août 1920 du Commissaire Général de la République de Strasbourg approuvant la fusion en une seule concession et au profit de l'Etat français, sous le nom de DALEM des concessions de mines de houille de FALK, DALHEIM, MERTEN, WILLINGEN 1 et WILLINGEN 3 ;

VU l'arrêté du 31 août 1920 du Commissaire Général de la République de Strasbourg approuvant la fusion en une seule concession et au profit de l'Etat français, sous le nom de SARRE ET MOSELLE des concessions de mines de houille de l'HOPITAL, HOCHWALD, CARLING, BOUCHEPORN, HAM et LA FORET ;

VU l'arrêté ministériel du 03 août 1932 autorisant la fusion en une seule concession sous le nom de BERVILLER des concessions de mines de houille de BERWEILER 1, BERWEILLER 2 et BERWEILER 3 au profit de la Compagnie des Mines de Saint-Avold ;

VU la loi n°46 -1072 du 17 mai 1946 relative à la nationalisation des exploitations de mines de combustibles minéraux solides ;

VU l'article 1^{er} du décret n°46 -1563 du 28 juin 1946 instituant les Houillères du Bassin de Lorraine (HBL), établissement public national à caractère industriel et commercial, et l'article 2 de ce même décret pris en application de l'article 7 de la loi n° 46 -1072 du 17 mai 1946 et autorisant la mutation des concessions LA HOUVE, COUME 3, COUME 4, COUME 5, NIEDERVISSE 1, BISTEN 1 et BERVILLER avec effet au 1^{er} juillet 1946 au profit des Houillères du Bassin de Lorraine (HBL) ;

VU le décret n°47 - 621 du 5 avril 1947, pris en application de l'article 9 de la loi n°46 -1072 du 17 mai 1946, autorisant la mutation au profit des Houillères du Bassin de Lorraine (HBL), des concessions de mines de houille de DALEM et SARRE ET MOSELLE ;

VU la loi n° 2004-105 du 3 février 2004 portant création de l'Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs et diverses dispositions relatives aux mines ;

VU l'arrêté ministériel du 24 février 2004 portant dissolution des Houillères du bassin de Lorraine et transfert de leurs activités, biens, droits et obligations à Charbonnages de France (CdF) en application de la loi n° 2004 -105 du 3 février 2004 portant création de l'Agence nationale pour la garantie des droits des mineurs et diverses dispositions relatives aux mines et notamment son titre II ;

VU l'arrêté préfectoral n°87-AG/1-381 du 25 juin 1987 autorisant les HBL à abandonner une partie du carreau BARROIS auquel il a été donné acte le 13 juillet 1990 par lettre du directeur régional de l'industrie, de la recherche et de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n°88-AG/1-180 ter du 6 avril 1988 autorisant les HBL à délaisser les puits BARROIS, MARIE dit Puits 1 et JULES dit Puits 2 situés sur le territoire de la commune de CREUTZWALD ;

VU l'arrêté préfectoral n°88-AG/1-219 du 22 avril 1988 autorisant les HBL à abandonner une partie du carreau du Siège 1 de LA HOUE à Creutzwald ;

VU l'arrêté préfectoral n°2003-AG/3-82 du 9 mai 2003 donnant acte aux Houillères de Bassin de Lorraine de l'arrêt définitif de 240 sondages de reconnaissance attachés à diverses concessions de mines de houille dont celles de LA HOUE, DALEM, BERVILLER, COUME 3, COUME 4, COUME 5, NIEDERVISSE 1 et BISTEN 1 ;

VU la pétition de Charbonnages de France du 24 août 2004, réceptionnée le 25 août 2004, portant déclaration d'arrêt définitif des travaux et d'utilisation des installations minières associées, attachées aux concessions de mines de houille de LA HOUE, DALEM, BERVILLER, COUME 3, COUME 4, COUME 5, NIEDERVISSE 1, BISTEN 1, et des travaux miniers du siège de LA HOUE situés sur la concession de SARRE ET MOSELLE ;

VU la "Convention d'eau d'exhaure de LA HOUE" en date du 31 mars 2005 relative au maintien de l'exhaure jusqu'au 31 décembre 2006 passée entre Charbonnages de France (CdF) et la Société des Eaux de l'Est (SEE) ;

VU le dossier technique, les recommandations et les plans fournis à l'appui de la déclaration ;

VU les observations des communes et des services de l'Etat recueillies au cours de la consultation réglementaire ;

VU les éléments présentés par Charbonnages de France dans son courrier du 03 juin 2005 visant à permettre l'exploitation éventuelle des Schlamms situés dans l'emprise des terrils du Siège II de LA HOUE par la Société Nationale d'Electricité Thermique (SNET) au titre de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement ;

VU les rapport et avis de la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement en date du 02 août 2005 ;

CONSIDERANT qu'il convient de maintenir dans le bassin houiller de la Moselle-Est l'alimentation en eau potable et en eau industrielle après l'arrêt des exhaures minières ;

CONSIDERANT la nature des éléments polluants que les terrils et les bassins de décantations sont susceptibles de relarguer dans les eaux superficielles et souterraines par lessivage ;

CONSIDERANT d'une part la présence et l'importance des forages d'alimentation en eau potable (AEP) dans les secteurs exploités par CdF et, d'autre part, les risques de contamination des ressources en eau potable par les eaux du réservoir minier et par le lessivage des terrils et bassins de décantation ;

CONSIDERANT que les mesures préventives proposées par l'exploitant ne permettent pas d'écarter tout risque de dégradation de la qualité de la ressource en eau potable du fait que lesdites mesures sont basées sur des estimations ;

CONSIDERANT que la remontée de la nappe induite par l'arrêt des exhaures peut impliquer une redéfinition des périmètres de protection rapproché et éloigné des captages AEP existants ;

CONSIDERANT que, tel que le déclare l'exploitant, les conséquences des travaux miniers ont déjà été à l'origine de l'abandon de captages AEP ;

CONSIDERANT que l'exploitant a estimé, à l'appui de sa déclaration, de 11 à 19 ans le délai nécessaire à la stabilisation de la nappe des GTi après l'arrêt des exhaures ;

CONSIDERANT que les piézomètres dont dispose Charbonnages de France peuvent participer à la maîtrise des eaux souterraines ;

CONSIDERANT d'une part l'importance des installations hydrauliques de sécurité qui sont mises en place et d'autre part que les informations y afférentes ne font pas mention des limites à ne pas dépasser et qu'il convient donc de les compléter ;

CONSIDERANT d'une part le risque de remontée de la nappe des Grès du Trias inférieure (GTi) à proximité du sol dans des secteurs bâtis et d'autre part l'absence de mesures de surveillance de l'efficacité des mesures compensatoires prévues ;

CONSIDERANT qu'il convient d'une part de s'assurer du maintien du niveau du lac de Creutzwald et d'autre part que la qualité de l'eau qui sera rejeté dans le ruisseau du Leibsbach par l'installation hydraulique de sécurité du Siège I de LA HOUVE sera conforme aux prévisions ;

CONSIDERANT que les risques associés aux gaz de mine sont maximum pendant la phase d'ennoyage et sont susceptibles de mettre en cause la sécurité de zones habitées ;

CONSIDERANT que la fracturation des terrains provoquée par l'extraction minière est susceptible de favoriser les émanations de radon et que son accumulation peut être dangereuse pour la santé publique ;

CONSIDERANT qu'il est nécessaire de disposer d'éléments permettant de confirmer que l'exploitation n'est plus à l'origine de nouveaux dommages en surface ;

SUR proposition du Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement ;

L'exploitant entendu ;

ARRETE

Article 1 :

Charbonnages de France - CdF - 100 Avenue Albert 1^{er}, 92500 RUEIL MALMAISON, est autorisé, sous réserve des dispositions complémentaires énoncées aux articles 2 à 13 du présent arrêté, à procéder à l'arrêt définitif des travaux miniers et d'utilisation d'installations minières associées, attachés aux concessions de mines de houille de LA HOUVE, DALEM, BERVILLER, COUME 3, COUME 4, COUME 5, NIEDERVISSE 1, BISTEN 1 et des travaux miniers du siège de LA HOUVE situés sur la concession SARRE ET MOSELLE selon les modalités décrites à l'appui de sa déclaration

Article 2 : Mesures complémentaires concernant l'arrêt des exhaures minières.

L'arrêt des exhaures minières conduisant à l'ennoyage des travaux du fond du secteur de LA HOUVE est subordonné :

- à l'existence du dispositif de surveillance évoqué à l'article 4 du présent arrêté ;
- à l'existence d'un programme de surveillance des risques liés à l'émission de grisou et rappelé à l'article 9-1 du présent arrêté ;
- au respect par CdF de ses obligations définies dans la "Convention d'eau d'exhaure de LA HOUVE" en date du 31 mars 2005 passée entre CdF et la SEE prévoyant notamment la fourniture de l'eau nécessaire à l'alimentation en eau potable.

L'arrêt des exhaures n'interviendra pas avant le 31 décembre 2006 sauf si CdF en reçoit l'accord du préfet de la Moselle.

Article 3 : Dispositions complémentaires générales concernant les terrils et bassins de décantation.

L'exploitant tient à la disposition de la DRIRE pour chaque terril et bassin de décantation, un document indiquant :

- l'impact attendu des éléments polluants contenus dans les terrils et bassins de décantation susceptibles d'être mis en solution par lessivage ;
- les flux polluants vers les eaux souterraines et de surface pouvant résulter du lessivage des terrils et bassins de décantation par les eaux de ruissellement et/ou à l'occasion de la remontée de la nappe à leur base.

Article 4 : Mesures complémentaires destinées à s'assurer de l'absence d'impact de la remontée des eaux du réservoir minier sur la ressource en eau potable constituée par la nappe des Grès du Trias inférieur.

Afin de s'assurer de l'efficacité des mesures compensatoires que l'exploitant met en place, il définit et met en place un maillage piézométrique destiné à surveiller la qualité et le niveau de la nappe des GTi et du réservoir minier après arrêt des exhaures. La nappe des GTi est notamment surveillée :

- en amont et en aval hydraulique du terril du siège I de LA HOUVE ;
- en amont et en aval hydraulique des terrils et bassins de décantation du siège II de LA HOUVE ;
- en amont hydraulique des captages AEP menacés.

Des seuils d'alertes sont définis afin de :

- s'assurer que le niveau piézométrique du réservoir minier reste en dessous du niveau piézométrique de la nappe des GTi ;
- prévenir les exploitants de forages AEP de toute dérive anormale des paramètres surveillés ;
- ajuster, si besoin, les mesures compensatoires prévues par Charbonnages de France.

Le dispositif retenu est clairement identifié et repéré sur une carte. Les paramètres analysés, la périodicité des relevés et le mode opératoire sont soumis à l'accord de la DRIRE. Les mesures sont traitées informatiquement afin de permettre une utilisation ultérieure en particulier pour vérifier la pertinence des simulations présentées dans le dossier d'arrêt des travaux miniers.

Une situation de référence de ce dispositif est établie avant l'arrêt des exhaures.

La surveillance réalisée fait l'objet d'un compte rendu trimestriel les trois premières années qui suivent l'arrêt des exhaures et d'un rapport annuel jusqu'à ce que la situation puisse être qualifiée de stabilisée par les services compétents de l'Etat.

Cette surveillance doit être poursuivie pendant une durée de cinq (5) ans après constat de stabilisation de la nappe des GTi, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2031.

Ces informations sont transmises régulièrement à la DRIRE.

Ce dispositif de surveillance piézométrique est considéré comme un dispositif attaché au fonctionnement de l'installation hydraulique de sécurité du siège I de LA HOUE au sens de l'article 92 du code minier.

Article 5 : Mesures complémentaires relatives au risque de remontée de la nappe à moins de 3 m sous les zones bâties.

L'exploitant identifie le risque de remontée de la nappe des Grès du Trias inférieur à moins de 3 m sous les zones bâties suite à l'arrêt des exhaures minières. Il s'assure que les dispositions prévues dans le dossier d'arrêt des travaux seront prises pour ces zones.

En outre, il met en place dans les zones à risque identifiées une organisation permettant :

- un suivi piézométrique du niveau de la nappe des GTi dans les zones concernées par le risque dès lors que celle-ci se situe à 8 m de profondeur comptés à partir de la surface dans les zones bâties à la date du présent arrêté ;
- de veiller à l'efficacité des mesures compensatoires qui seront mises en place ;
- d'ajuster les mesures compensatoires afin que le niveau maximum de la nappe soit à plus de 3 m de profondeur comptés à partir de la surface dans les zones bâties à la date du présent arrêté.

Un document traitant du dispositif prévu est soumis à l'approbation de la DRIRE. Il comporte une carte à l'échelle 1/10 000 spécifique à chacune des communes concernées et sur laquelle apparaît :

- Le réseau de surveillance mis en place ;
- Les zones à risque identifiées par l'exploitant susceptibles de voir la nappe des GTi arriver à moins de 3 m de profondeur comptés à partir de la surface ;

La surveillance fait l'objet d'un rapport trimestriel transmis à la DRIRE et aux services chargés de la Police de l'Eau.

Ce dispositif de surveillance piézométrique est considéré comme un dispositif attaché au fonctionnement des installations hydrauliques de sécurité (au sens de l'article 92 du code minier) constituées par les deux forages de rabattement de la nappe situé l'un sur la commune de Varsberg et l'autre sur la commune de Ham-Sous-Varsberg.

Article 6 : Mesures complémentaires concernant les piézomètres existants de Charbonnages de France situés sur les concessions objets du présent arrêté.

Les piézomètres existants qui ne sont pas utiles à la surveillance des eaux du réservoir minier et de la nappe des GTi définies en application des articles 4 et 5 du présent arrêté sont :

- soit repris par un tiers au titre du 1^{er} alinéa de l'article 92 du code minier ;
- soit , à défaut, obturés selon les règles de l'art.
- A cette fin, l'exploitant établit un document comportant :
- une carte à une échelle adaptée sur laquelle figurent lesdits piézomètres et les informations y afférentes ;
- l'indication du coût annuel d'entretien et d'exploitation ;
- l'indication des droits et obligations transférées au repreneur lors de la prise en charge de ces ouvrages ;

Ce document est transmis par Charbonnages de France à la préfecture de la Moselle. Si aucun repreneur ne s'est manifesté dans les 6 mois qui suivent la publication de ces informations, l'exploitant procède à l'obturation des piézomètres inutiles.

Un bilan de la situation finale est joint au rapport mentionné à l'article 13.1 du présent arrêté.

Article 7 : Mesures concernant les installations hydrauliques de sécurité susceptibles d'être transférées au titre de l'article 92 du code minier.

Charbonnages de France complète, avant le 30 juin 2006, les informations concernant les installations hydrauliques de sécurité présentées notamment dans les annexes 5.a, 5.b et 3.2k du dossier d'arrêt des travaux miniers par les éléments suivants :

a) Un document comportant :

- les modalités d'alerte fixées et les risques encourus en l'absence de réaction ;
- les délais et modalités de réaction dont dispose le responsable desdites installations de sécurité en cas de dépassement des niveaux d'alerte ou en cas d'arrêt de l'installation.
- Le coût estimé de fonctionnement et d'entretien de l'installation en y incluant celui des mesures nécessaires au respect des objectifs visés.

b) Un document qui traite des piézomètres à mettre en place en application des articles 4 et 5 du présent arrêté comprenant :

- une carte à une échelle adaptée sur laquelle sont reportés lesdits piézomètres et les informations y afférentes ;
- une légende indiquant si les relevés effectués sur chacun des piézomètres concernent la nappe des GTi ou le réservoir minier ;
- l'indication du coût annuel d'entretien et d'exploitation.

Le document d'exploitation de chacune des installations de sécurité reçoit l'approbation de la DRIRE.

Article 8 : Mesures complémentaires concernant les cours d'eau.

8-1 : Cours d'eau de la Bisten en amont du lac de Creutzwald :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires visant à assurer un débit de la Bisten d'au moins 180 m³/h en amont du lac de Creutzwald par l'apport d'un débit au plus égal à 240 m³/h ; Cette disposition est assurée jusqu'au constat par les services compétents de l'Etat que les tronçons dits "perchés" de cette rivière drainent la nappe des GTi. Cette obligation prend fin au plus tard le 31 décembre 2026

8-2 : Cours d'eau du Leibsbach :

L'exploitant prend les dispositions nécessaires visant à assurer un débit de réalimentation permanent d'au moins 30 m³/h, à l'amont du carreau de La Houve 2, sous réserve de disposer des autorisations de forage et de prélèvements d'eau nécessaires.

L'exploitant peut transférer cette obligation auprès de communes, groupements de communes ou organismes intéressés avec lesquelles un accord aura été passé en ce sens.

Cette obligation est assurée jusqu'au transfert à un repreneur, dans le cadre de l'article 92-1 du Code Minier, ou jusqu'à ce que les travaux visant à reprofiler le lit de ce cours d'eau pour que sa source retrouve sa situation d'origine aient été réalisés tel que décrit dans le dossier d'arrêt des travaux miniers. Les travaux de reprofilage du lit de ce cours d'eau ou le transfert à un repreneur interviendront au plus tard le 31 décembre 2016.

8-3 : Contrôle des eaux issues du réservoir minier :

L'exploitant procède trimestriellement à des analyses sur l'eau issue du réservoir minier avant son rejet dans le ruisseau du Leibsbach. Les analyses doivent permettre un suivi de la classe de qualité de l'eau rejetée selon le système d'évaluation de la qualité de l'eau (SEQ-EAU).

La qualité ainsi déterminée et les résultats des analyses sont transmis régulièrement à la DRIRE.

Article 9 : Mesures complémentaires concernant les risques d'accumulation de gaz dangereux.

9-1 : Grisou

L'exploitant met en place un réseau de surveillance de la remontée des eaux, de pression de gaz et de teneur de gaz ainsi qu'un contrôle de l'atmosphère dans des endroits représentatifs des lieux propices à des accumulations. Des seuils d'alertes sont définis.

Le réseau de surveillance, opérationnel à la date de l'arrêt de l'exhaure, est maintenu pendant une durée de cinq (5) ans et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2011.

Une notice descriptive qui indique les moyens humains et matériels nécessaires mis en place par le pétitionnaire est rédigée. En outre, ce document précise les modalités de contrôle, leur périodicité, les procédures d'avertissement ainsi que la fréquence des comptes rendus et il est accompagné d'un plan précis sur lequel sont représentés les éléments constituant le réseau de surveillance et notamment les endroits représentatifs évoqués ci-dessus. La notice reçoit l'approbation de la DRIRE.

Une carte à l'échelle 1/10 000 spécifique à chaque commune concernée est établie sur laquelle sont représentées les zones susceptibles d'être concernées par les remontées de gaz de mines.

Outre le commentaire des résultats, l'exploitant procède trimestriellement à un bilan relatif au fonctionnement des installations, des moyens de contrôle et des difficultés rencontrées.

Dans l'éventualité où les mesures complémentaires s'avéreraient insuffisantes, l'exploitant en informe les services de la DRIRE. Dans cette éventualité, l'exploitant s'assure que de nouvelles mesures plus appropriées seront proposées et mises en œuvre.

9-2 : Radon

Une étude permettant d'évaluer le risque d'exposition au radon pouvant éventuellement être acheminé dans les habitations est réalisée par le pétitionnaire.

Les résultats de l'étude sont adressés à la DRIRE.

Article 10 : Mesures complémentaires concernant la stabilité des terrains au droit des zones exploitées.

Afin de confirmer l'absence d'impact de l'ennoyage des travaux miniers sur les terrains de surface, un réseau de nivellement est constitué sur les zones potentiellement influencées. Les valeurs relevées sont comparées à des mesures effectuées hors zone exploitée mais situées en champ proche.

~~Le réseau de nivellement, opérationnel à la date de l'arrêt de l'exhaure, est proposé à la DRIRE pour validation.~~

Le rapport annuel qui comprend une carte topographique des terrains sera transmis à la DRIRE.

Les mesures de nivellement ainsi définies sont réalisées jusqu'à ce que la stabilité des terrains soit effectivement constatée par les services compétents de l'Etat, et au plus tard jusqu'au 31 décembre 2031.

Article 11 : Mesures concernant les terrils et bassins de décantation du siège II de LA HOUVE.

CdF procède à la mise en sécurité de l'ensemble des terrils et bassins de décantation du siège II de La Houve conformément au dossier déposé sauf si l'exploitation des schlamms du bassin B et du bassin Sud-Est situés sur le terril du siège II de LA HOUVE fait l'objet d'une autorisation au titre de la législation relative aux Installations Classées pour la Protection de l'Environnement (ICPE)

Dans ce cas, CdF précisera, dans un dossier complémentaire transmis à la DRIRE avant le 1^{er} septembre 2006, les éléments permettant :

- de distinguer clairement les travaux de mise en sécurité du site qui seront réalisés par l'exploitant du bassin à schlamms de ceux qui resteront de la responsabilité de CdF avec notamment les périmètres concernés sur un plan à l'échelle adaptée ;
- de juger pleinement du transfert des responsabilités sur l'emprise de l'exploitation, en particulier pour ce qui concerne la remise en état du site ;
- d'apprécier la nature et l'impact des travaux prévus sur le secteur qui sera mis en sécurité par Charbonnages de France ;

Dans le cas où le futur exploitant des bassins à schlamms n'aurait pas obtenu l'autorisation requise au 1^{er} septembre 2006, la mise en sécurité de l'ensemble du site sera réalisée par CdF selon les dispositions prévues au dossier initial.

S'agissant des aménagements et travaux prévus en périmètre de protection rapprochée et éloignée des forage n°28 (n° 0139-7X-0062) et puits V (n° 0139-7X-0061), et notamment de la réhabilitation du bassin de " la Carrière " prévue en 2005, il conviendra de respecter les propositions émises par l'hydrogéologue agréé en décembre 1998 relatives aux prescriptions concernant les activités à l'intérieur du projet de périmètres de protection rapprochée et éloignée

Article 12 : Mesures complémentaires concernant les puits

En application des recommandations figurant dans le dossier d'arrêt de travaux présenté par Charbonnages de France, l'exploitant prend à minima sur les terrains qu'il possède à la date de dépôt du dossier d'arrêt des travaux miniers, les dispositions nécessaires visant à :

- rendre inconstructible le périmètre d'aléa qu'il a identifié autour des Puits 1, 2 et 5 ;
- garantir l'accès à ces périmètres au moyen de véhicules (camion ou engins appropriés) afin de permettre toute intervention exigée par la sécurité publique

~~Ces servitudes sont inscrites par les soins de l'exploitant au livre foncier de la Moselle.~~
 Charbonnages de France produit au Préfet un document récapitulant ces servitudes, la situation géographique des 9 Puits (Puits 1, 2, 3, 4,5, De Vernejoul, Ouest, Barrois et de Puits de Falck) et les recommandations afférentes à leur présence afin d'être portées à la connaissance et intégrées au plan local d'urbanisme des communes concernées.

Article 13 : Modalités de réalisation des travaux.

13-1 :L'ensemble des travaux d'arrêt définitif doit être réalisé par Charbonnages de France.

Charbonnages de France avise la Direction Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine, du début effectif des travaux et lui adresse en deux exemplaires un compte rendu de l'ensemble des travaux d'arrêt définitif réalisés à cette date. Un état des lieux précis est établi, accompagné de plans ou schémas de situation pour chacun des travaux. Des photographies montrant les phases des travaux qui ne seront plus visibles lors du récolement sont jointes.

13-2 : Dans l'hypothèse où Charbonnages de France serait dissous avant d'avoir accompli l'ensemble des obligations lui incombant en vertu du présent arrêté, celles-ci seront transférées à une autre personne morale chargée de les remplir, comme le prévoit l'article 146 du code minier, dans sa rédaction issue de la loi n°2004-105 du 3 février 2004 sus-visée.

Dans le cas où ce transfert devrait intervenir avant que ces modalités ne soient établies, les travaux seront, avant transfert à la personne morale, préalablement identifiés et soumis à l'accord du préfet au moins trois (3) mois avant la disparition de CdF. A cette fin, CdF et cette personne morale soumettront conjointement au préfet un dossier comprenant :

- la liste exhaustive de tous les travaux restant à réaliser ;
- un échéancier prévisionnel de réalisation ;
- les justifications selon lesquelles ces travaux ne peuvent être réalisés par CdF ;
- les modalités prévues de réalisation de ces travaux, ainsi qu'une proposition relative aux modalités de contrôle de leur réalisation par les services de l' Etat ;
- les justifications selon lesquelles la personne morale, chargée de reprendre les obligations de Charbonnages de France, dispose des capacités pour réaliser ces travaux.

La formalité prévue à l'avant dernier alinéa de l'article 91 du code minier pourra alors intervenir après la constatation par la DRIRE par procès verbal de récolement de la bonne exécution des travaux réalisés par CdF conformément aux modalités proposées par l'exploitant et aux mesures complémentaires fixées par le présent arrêté à l'exception des travaux repris par la personne morale susvisée et ayant reçu l'accord du préfet.

Article 14 :

Le présent arrêté peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, d'un recours administratif ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Strasbourg.

Article 15 :

Le secrétaire Général de la Préfecture de la Moselle et le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Lorraine sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à Charbonnages de France, publié au recueil des actes administratifs de Moselle et dont copie est adressée pour information à :

- Monsieur le Sous-Préfet de BOULAY ;
- Monsieur le Sous-Préfet de FORBACH ;
- Monsieur le Directeur Régional des Affaires Culturelles
- Monsieur le Directeur Régional de l'Environnement ;
- Monsieur le Général, Commandant de la Région Terre Nord Est ;
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Équipement de la Moselle ;
- Monsieur le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt ;
- Madame le Directeur Départemental des Affaires Sanitaires et Sociales ;
- Mesdames et Messieurs les Maires des communes de Berviller-en-Moselle, Bisten-en-Lorraine, Boucheporn, Château-Rouge, Courme, Creutzwald, Dalem, Falk, Guerting, Ham-sous-Varsberg, Hargarten-aux-Mines, Heining-lès-Bouzonville, Longeville-lès-Saint-Avold, Merten, Niedervisse, Obervisse, Rémering-lès-Hargarten, Teterchen, Tromborn, Varsberg, Villing, Voelfling-lès-Bouzonville, Béning-lès-St-Avold, Betting-lès-St-Avold, Carling, Cocheren, Diesen, Folkling, Freyming-Merlebach, Hambourg-Haut, L'Hôpital, Macheren, Morsbach, Porcelette, Rosbrück, Saint-Avold, et Thédning.

Metz, le 5 AOUT 2005

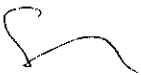
LE PREFET



Bernard HAGELSTEEN

POUR COPIE CONFORME

Le Chef de Bureau




Sabine MELCHIOR